



SYNDICAT NATIONAL UNIFIE DES IMPOTS Section de SEINE et MARNE

Hôtel des Finances - Salle Syndicale – 21 place de l'Europe
77337 Meaux Cedex – Tél : 01.64.35.32.45 – Fax 03.23.70.49.35

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR POUPLIER, DIRECTEUR DES SERVICES FISCAUX DE SEINE ET MARNE

Meaux le 20 avril 2006

Monsieur le Directeur,

Dans quelques jours, une nouvelle campagne IR va démarrer. Une nouvelle fois, les agents que vous dirigez sur le département vont devoir s'adapter aux nouveautés et aux changements. Il en est ainsi chaque année et, jusqu'à ce jour, jamais, et nous insistons sur ce « jamais », ils n'ont refusé de répondre présents pour assurer la réussite des campagnes IR.

Mais cette année est particulière.

A la surprise générale, alors que la DGI peine à digérer et intégrer un flot continu de réformes tous azimuts, le Porte-parole du Gouvernement annonçait en fin d'année 2005 la généralisation de la DPR. Au-delà de l'effet d'annonce, les conséquences de cette décision bouleversent les calendriers et imposent à la DGI une approche et une conception radicalement différentes des pratiques habituelles. En dépit des grèves et des manifestations du dernier trimestre 2005, le Ministre des Finances mène, tambour battant, une politique de réduction des effectifs. S'appuyant sur des gains de productivité attendus et non avérés, exigeant des efforts de tous, il parie sur l'administration électronique pour remplacer les agents « déficients » et réduire ainsi la charge, pour la collectivité, que représentent les fonctionnaires de son ministère.

Le premier trimestre 2006 a été houleux dans de nombreux départements et ce n'est pas un « plan social ambitieux » dans lequel « aucun agent ne serait écarté » qui a apaisé les esprits et répondu aux attentes des agents. Il semblerait d'ailleurs que la méfiance affichée par les organisations syndicales et par les agents se révèle en partie fondée.

Au jour d'aujourd'hui, il ne semble plus n'y avoir à la DGI qu'une seule ligne de conduite pour le mois à venir : réussir à n'importe quel prix le pari de la DPR.

N'avoir plus qu'un seul mot d'ordre pour la campagne IR, c'est une vision bien réductrice de l'ensemble des missions inhérentes à cette période.

Vouloir le faire « à n'importe quel prix », cela signifie que les seuls qui en paieront le prix seront les agents. Ils le paieront en terme de mauvaises conditions de travail, en terme de pression hiérarchique et en accroissement de leurs charges de travail.

Les agents de la DSF de Seine et Marne, conscients de la distance qui sépare les préoccupations de nos ministres et de notre Directeur Général de la réalité au quotidien sur le terrain, comptaient sur la réactivité de leur encadrement pour apporter une dose de raisonnable et de cohérence dans le chaos des réformes.

Ils ont remarqué et noté la nervosité croissante de l'encadrement. Les chefs de service ne pourront pas masquer indéfiniment leurs légitimes inquiétudes, ni faire semblant que tout va bien, face à l'accumulation des tâches, à un mode de gestion exclusivement statistique, et une politique de management des équipes beaucoup plus axée sur la méthode « carotte-bâton » que sur la valorisation individuelle et collective des agents.

Les agents du département étaient en droit de s'attendre à une vraie analyse de ce que vont être les 5 semaines de réception et de saisie conjointes :

- sur une nouveauté de taille qui va se traduire par plus de sollicitations : la DPR
- sur une période décalée mais des objectifs de réalisation de saisie aux dates traditionnelles
- sur la coïncidence des périodes de dépôt des déclarations des particuliers, des déclarations professionnelles et des déclarations ISF
- sur la poursuite des expérimentations en cours sur le département pendant une période qui mobilise fortement les agents et l'encadrement
- sur les transformations concomitantes de certaines structures en application du SDOS
- sur les besoins en personnel
- sur le fractionnement des « lieux » de travail : saisie sur le plateau, réception en pied d'immeuble, renfort au plateau téléphonique sur un autre site
- sur une exigence de disponibilité et de professionnalisme encore accrue

Ils attendent, de vous et de l'encadrement, la considération qui leur est naturellement due, les encouragements et le soutien qui s'imposent dans de tels cas de figure, et surtout la reconnaissance financière qui est indissociable de la reconnaissance des efforts fournis (Monsieur J.F. COPE, interpellé par le SNUI lors de sa visite du 31 mars 2005 à Meaux, avait d'ailleurs fortement insisté sur le « retour sur investissement » aux agents).

Ils attendent également, de vous et de l'encadrement, la mise entre parenthèse des sujets générateurs de tension.

Leur désillusion est d'autant plus forte, que non seulement, vous et cet encadrement ne semblez pas réagir, mais qu'en plus, en ne répondant pas à leurs interrogations, vous semblez afficher à leur égard le même mépris que celui affiché par les ministres et le Directeur Général.

Ils ne comprennent pas plus qu'ils n'acceptent les besoins de renforcer les structures accueil et SAID puisque, selon vous, les effectifs sont suffisants pour les structures du département. C'est la position que vous défendez devant les organisations syndicales lors des instances paritaires.

Ils ne comprennent pas plus qu'ils n'acceptent les pressions exercées par certains chefs de service pour faire modifier les congés ou faire en sorte qu'ils ne soient pas posés.

Ils ne comprennent pas plus qu'ils n'acceptent les contraintes, imposées à tous les sites, liées aux plateaux de délestage téléphonique.

Ils ne comprennent pas plus qu'ils n'acceptent la notion de volontariat qui se transforme, au fil des jours et sous la pression hiérarchique relayée par les chefs de service, en « volontariat obligatoire désigné d'office ».

Ils ne comprennent pas plus qu'ils n'acceptent, les « bruits de couloir » laissant entendre que les plages horaires pourraient être étendues pour satisfaire aux attentes de l'utilisateur et aux exigences du calendrier de campagne.

Ils ne comprennent pas plus qu'ils n'acceptent le flou entretenu autour de la compensation financière pour les agents participants à la campagne DPR/IR.

Ils ne comprennent pas plus qu'ils n'acceptent la nécessité de « forcer » la généralisation d'AGORA en cette période avec des charges supplémentaires : le contrôle et la mise à jour urgente des informations contenues dans leur dossier personnel.

Ils tiennent à vous rappeler qu'une très large majorité des agents ont signé la pétition contre AGORA.

Ils s'interrogent fortement sur la proposition de la DG de reporter à plus tard la formation des agents promus de C en B et de réduire le temps de formation des agents C.

A cet égard, quelle est votre position ?

Ceci est-il l'expression et la déclinaison du chapitre « formation » du volet social ambitieux ?

Que va-t-on exiger de ces agents lorsqu'ils vont prendre leurs fonctions au 1^{er} septembre ?

Ils s'interrogent sur les conséquences du nouveau dispositif de notation et ne comprennent pas l'absence de réponses aux questions qu'ils vous posent par l'intermédiaire de leur organisation syndicale.

Ils constatent que les aménagements proposés par la DG ne font que renforcer l'absurdité du système. Ils constatent que la majorité des agents (y compris l'encadrement) ne pourront toujours pas cette année bénéficier d'un avancement de carrière et risquent d'être « écartés » pour les années à venir.

En tant que citoyens et agents du service public, ils s'interrogent également sur les conséquences des réformes incessantes pour les contribuables.

A l'encontre de la « publicité » que font les ministres et le DG sur leurs objectifs, ils estiment que la fiscalité est malmenée et que l'égalité de traitement pour les contribuables n'est plus respectée.

Ils affirment également que l'urgence permanente et les mauvaises conditions de travail contribuent à créer des différences de traitement pour les contribuables.

Vous comprendrez, Monsieur Le Directeur, que dans ces conditions, les agents du département soient beaucoup moins enclins qu'habituellement à manifester l'enthousiasme que vous attendez d'eux, et à produire les efforts exceptionnels indispensables à la réussite de cette campagne DPR/IR.

Vous comprendrez, nous osons l'espérer, qu'ils attendent un vrai message fort de votre part, qui se démarque du « toujours plus d'efforts sans compensation ».

Vous comprendrez, et nous l'espérons également, leur exigence à être entendus et respectés ainsi que leur attente de consignes claires à l'encadrement pour que cessent les manipulations et les pressions hiérarchiques.

Les agents de Seine et Marne sont prêts, plus que jamais, à défendre la qualité de leur service public et de leurs missions fiscales, à défendre les principes d'équité et d'égalité devant l'impôt pour tous les citoyens, et vous comprendrez que, pour mettre cela en œuvre au quotidien, ils demandent :

- des moyens en personnel
- des conditions de travail décentes
- et la juste reconnaissance des efforts consentis par une rémunération conséquente.

Vous comprendrez, qu'une nouvelle fois, les agents du département vous interpellent sur la rémunération au mérite qui, loin de renforcer le potentiel de la DGI, divise les agents et les « monte » les uns contre les autres

Vous comprendrez, qu'une nouvelle fois, les agents vous interpellent sur la baisse constante de leur pouvoir d'achat.

Monsieur le Directeur, le mécontentement des agents de Seine et Marne s'amplifie de jour en jour et il vous sera difficile d'empêcher les manifestations de ce mécontentement. En l'état actuel, il est de votre responsabilité de répondre aux interrogations et aux attentes des agents.

Pour le SNUI FDSU
L'administrateur régional SNUI FDSU
Jean-Luc PARES

Pour la section SNUI 77
Le Secrétaire de section
Pascal GIRAULT